

L'ERE DES "CONSENSUS"...

Le nombre des chômeurs ne cesse de s'accroître. L'inflation continue même si, pour un temps, les artifices de M. Barre peuvent donner l'illusion d'un certain ralentissement.

Les salaires:

A ce propos, notons que, pour décembre, l'indice C.G.T. accuserait environ 0,6 % de hausse du coût de la vie. Il est vrai que pour la même période celui publié par l'I.N.S.E.E. accuse... 0,3 %. Ne voilà-t-il pas un bel exemple de division du travail!

Décidément, les staliniens n'ont rien à refuser à M. Barre. Et ce ne sont pas leurs amis du P.S. qui le leur reprocheront si l'on en juge par les écrits de M. Rocard qui, dans le «Nouvel Observateur» du 2 janvier, après s'être félicité de ce que *«la France est un pays de paix civile relativement exceptionnelle»*, nous avertit obligeamment des conditions qu'il envisage pour les travailleurs dans le cadre d'un *«gouvernement doté d'un consensus normal: ...il sera plus difficile que nous ne le pensions, il y a quatre ans, de remettre le pays sur ses rails... Il est vrai que le calendrier des étapes de réalisation du Programme commun devra sans doute être différent de ce que nous avons pu espérer avant cette importante dégradation»*.

Nous voilà donc prévenus pour ce qui concerne les salaires. Puis il précise: *«Autant certains aspects conjoncturels de ce programme voient s'estomper leur signification, se trouvant soit déjà réalisés soit dépassés par l'inflation, autant les éléments structurels deviennent de plus en plus fondamentaux»*.

Faute de donner satisfaction aux revendications «quantitatives» et «conjoncturelles» des travailleurs - par exemple l'augmentation du pouvoir d'achat - Rocard leur proposera d'importantes réformes de structures: la participation, l'autogestion et autres formules réchauffées de l'association capital-travail.

L'école laïque:

Nous sommes, décidément entrés dans une période de réaction sur toute la ligne et aujourd'hui, le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat est, lui-même, remis en cause.

Dans «Le Monde» du 7 janvier 1977, M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère après avoir condamné les *«dispositions agressives contenues dans l'avant-projet du plan socialiste pour l'éducation nationale, récemment publié»* réclame *«pour l'enseignement privé la parité avec le secteur public: aide financière aux établissements, traitement égal des maîtres»*.

Et pour l'avenir, il nous faut, dit-il *«libérer les bastilles administratives des réticences qui persistent çà et là dans l'application de la loi. Au-delà il reste à obtenir une aide financière pour la construction des écoles privées. La vie appelle la vie: à laisser survivre les classes rurales sans permettre des implantations nouvelles dans les zones urbanisées, le gouvernement abandonnerait l'école privée au repli, à la récession et à la mort»*.

Voilà pour la majorité, mais du côté de l'opposition?

Dans le style inimitable qui est le sien, «Le Monde» du même jour nous informe que: *«A l'origine de ce*

qui a fini par devenir, au P.S., l'«affaire Mexandeau», quelques lignes de la chronique hebdomadaire du premier secrétaire du parti socialiste dans «L'Unité»: «(...) *Le projet éducatif établi par M. Louis Mexandeau et la délégation de l'éducation nationale (...), bien qu'ayant été retenu dans ses grandes lignes par le comité directeur et diffusé à ce titre, n'en garde pas moins son caractère de document préparatoire pouvant et devant être sur des points importants amendé (...). Il rappelait qu'un avant-projet ne devait pas «engager» le parti. Pour les militants rompus au style de M. François Mitterrand, une telle constatation équivalait à une sanction*».

Quant au P.C.F., comme toujours, il pousse la logique de sa politique jusqu'au bout. On ne peut, à la fois, demeurer fidèle aux conclusions du colloque du C.N.A.L., réclamer la nationalisation de l'enseignement et se rallier au «compromis historique», c'est-à-dire accepter les solutions néo-corporatistes proposées par les démo-chrétiens. C'est ce qu'exprime clairement, dans une déclaration à la presse, Auguste Bechler, membre du Comité Central du P.C.F.:

«Le Parti Communiste tient à souligner que si la gauche accède au pouvoir, elle n'y accédera pas pour nationaliser l'enseignement libre, mais pour l'assainir et relancer la vie économique, entreprendre la plus grande réforme de l'enseignement, élargir la démocratie économique, sociale et politique.

Il précise, conclut M. Bechler, qu'il n'est pas dans ses intentions de régler quelque question que ce soit, serait-ce celle de l'école libre, de façon autoritaire ou par des mesures administratives».

Les laïques devront se faire une raison! Non seulement, le P.C.F. renonce à la nationalisation de l'enseignement mais il se propose «d'assainir l'enseignement libre», c'est-à-dire selon le «Robert» de le «rendre sain ou plus sain», ou encore «plus pur» (sic).

On notera également que le P.C.F. ne parle même plus de l'enseignement «privé» mais de l'enseignement «libre».

Ainsi, le stalinien Auguste Bechler, le R.P.R. Guy Guermeur et le «socialiste» François Mitterrand se retrouvent d'accord pour, au nom du «droit à la pluralité et à la différence» ou du refus de recourir à des mesures «autoritaires ou administratives», condamner la formule découlant du principe de la séparation des Eglises et de l'Etat:

A ECOLE PUBLIQUE FONDS PUBLICS, A ECOLE PRIVEE FONDS PRIVES.

Il faut être clair dans la France clérico-stalino-giscardienne de 1977. Un tel abandon équivaldrait concrètement à redonner à l'Eglise et à brève échéance un monopole de fait sur l'enseignement primaire. Et nous voilà revenus à Napoléon qui pensait que: *«l'éducation des enfants du peuple devait être confiée aux curés».*

Après le consensus entre la «droite» et la «gauche» sur la «participation» la «politique des revenus» et la «planification démocratique», voilà un nouveau «consensus» tout aussi réactionnaire et qui risque fort de déboucher sur une remise en question de nos libertés démocratiques.

La subtilité de Mitterrand consiste à dire (*Europe 1 le 9-1*): *«La laïcité doit être défendue. Elle représente la tolérance»*, et ajouter aussitôt: *«nous n'allons pas ranimer la guerre scolaire»*. Ce qui signifie en clair: nous acceptons la thèse des cléricaux faisant porter aux laïques la responsabilité de la guerre scolaire, en conséquence nous reléguons la laïcité (et les projets scolaires) au rang de principes philosophiques de tolérance sans implication dans les élections.

C'est pourquoi Haby, qui le lui doit bien, salue chaleureusement le secrétaire du P.S.: *«M. Mitterrand a déjà pratiquement désavoué M. Mexandeau. Je me réjouis de cette attitude, j'attends de savoir si le parti socialiste ne voulant plus nationaliser l'enseignement privé, acceptera qu'il vive et donnera son accord aux dispositions par lesquelles une aide de l'Etat est accordée à l'enseignement privé sous contrat» (Est-Républicain).*

C'est ce qui permet à Guy Georges qui, aux dernières élections présidentielles, appelait à voter Mitterrand comme tout le bureau du S.N.I. et celui de la F.E.N., d'écrire avec une hypocrisie consommée:

«L'utilisation d'un problème sérieux, à des fins électoralistes nous choque... Ce terrain n'est pas le nôtre. Si l'on a cru y entraîner notre syndicat, c'est peine perdue» (Ecole Libératrice du 21-1).

Pendant ce temps H. Lefèvre, président de l'U.N.A.P.E.L. donne des directives précises à ses parents d'élèves:

«Sans aucune discrimination nous devons dans chaque ville, dans chaque commune, interroger tous les candidats. Leur demander leurs intentions exactes à l'égard des écoles catholiques. Nous ne pouvons nous contenter de grandes déclarations générales, mais obtenir des engagements précis sur les aides qu'ils apporteront ou non aux écoles catholiques après leur éventuelle élection» (La Nouvelle Famille Educative).

C'est exactement la stratégie que le C.N.A.L., depuis 1949, appliquait à chaque période électorale, remplissant sa mission tout en restant indépendant des partis.

Il apparaît aujourd'hui que la timide proposition de Cornec, lors de sa conférence du 11-1, de s'adresser *«aux listes en présence sur le thème: pas de subventions aux établissements privés de la commune»* restera sans écho!

Il faut également dire qu'une prise en charge des dépenses de fonctionnement et de développement de l'enseignement privé ne peut qu'aboutir à la destruction du statut des enseignants; ces derniers, au-delà de leurs préférences politiques ou idéologiques feraient bien d'y songer: pour défendre leur statut, c'est-à-dire, en dernière analyse, leurs conditions d'existence, aujourd'hui, comme demain et, peut-être, plus encore demain qu'aujourd'hui, les enseignants auront besoin de syndicats réellement indépendants de l'Etat, des Partis et des Eglises!

C'est dans ce contexte politique, assurément difficile, que la classe ouvrière cherche les voies et moyens d'agir pour la défense de ses intérêts et, au-delà, pour la défense de son droit à l'existence.

Bureaucratie stalinienne et bourgeoisie ont partie liée. Les uns comme les autres craignent pour leur privilège et tentent, par tous les moyens, de maintenir un certain statut-quo pudiquement baptisé *«coexistence pacifique»*.

Mais il n'est au pouvoir de personne d'empêcher le processus de la lutte des classes de se dérouler inexorablement. Que cela plaise ou non, qu'on le souhaite ou non, nous allons vers de puissants affrontements de classe.

La crise est mondiale. Il est probable que le combat ne restera pas confiné dans le cadre étroit des frontières nationales. Quoi qu'il en soit les anarcho-syndicalistes, fidèles aux enseignements de la Première Internationale, sauront tenir leur place, sans vaine jactance et sans sectarisme.

Certes personne ne nourrit l'illusion que la bataille qui s'engage entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et dont l'enjeu est le sort de l'humanité, sera facile. Elle connaîtra nécessairement des hauts et des bas.

Mais il est clair que chaque étape de son développement doit marquer un renforcement de notre courant.

Alexandre HÉBERT
Serge MAHÉ.
